

France-Marseille: Statutory audit services

OJ S 65/2015 02/04/2015

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Nouveau Logis Provencal

Postal address: 25B avenue Jules Cantini, BP 38

Town: Marseille Cantini Cedex

Postal code: 13448

Country: France

For the attention of: Monsieur le directeur général

E-mail: amandine.giudicelli@nlp.sni.fr

Telephone: +33 496202034

Fax: +33 496202000

Internet address(es):General address of the contracting authority: <http://www.nlprovencal-groupesni.fr/>Address of the buyer profile: <http://www.marches-securises.fr>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

Other: Organisme de gestion de droit privé

I.3. Main activity

Housing and community amenities

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Exercice du mandat légal de commissaire aux comptes pour les années 2015 à 2020 et portant sur les exercices comptables 2015,2016, 2017,2018 ,2019, et 2020.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 9: Accounting, auditing and bookkeeping services

Main site or place of performance: Marseille.

NUTS code FR824 Bouches-du-Rhône

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Le marché objet de la présente consultation a pour objet l'exercice du mandat légal de commissaire aux comptes pour les années 2015 à 2020 et portant sur les exercices comptables 2015,2016, 2017,2018 ,2019, et 2020.

Font parties de la mission les diligences directement liées à l'exercice du mandat légal de commissaire aux comptes.

II.1.6. CPV code(s)

79212300 Statutory audit services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Les informations relatives sont disponibles dans le règlement de la consultation et CCP.

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 72 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Il n'est pas exigé de caution ou retenue de garantie.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement par fonds propre. En application des dispositions de la loi n° 2013-100 du 28.1.2013 et du décret n° 2013-269 du 29.3.2013, les règlements des sommes dues dans le cadre de l'exécution du marché, seront effectués, après acceptation, par virement bancaire intervenant dans un délai maximal de soixante (60) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Dans tous les cas, un mandataire devra être désigné il aura en charge les relations avec le pouvoir adjudicateur, ainsi que la coordination entre les différents membres du groupement.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: une lettre de candidature (NB: en cas de groupement, si le mandataire présente la candidature et l'offre de l'ensemble des membres du groupement, il doit présenter les habilitations reçues à cet effets);

Si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet;

Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 8 de l'ordonnance du 6.6.2005 n° 2005-649.

Un ou des document(s) relatif(s) aux pouvoirs de la (des) personne(s) habilitée(s) à engager le candidat.

Attestation d'inscription auprès de la compagnie régionale des commissaires aux comptes du ressort de laquelle se trouve le domicile du commissaire aux comptes (ou à défaut auprès de la compagnie nationale des commissaires aux comptes) en cours de validité lors de la remise des offres.

Attestation sur l'honneur de ne pas se trouver dans une situation d'incompatibilités, au regard de la profession de commissaire aux comptes.

Le chiffre d'affaires sur les 3 dernières années.

Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) de moins de 6 mois ou une carte d'identification, justification de l'inscription au répertoire des métiers ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises si votre société est en cours d'inscription.

Une liste de références pour les 3 dernières années en rapport avec les prestations du marché objet de la présente consultation (secteur immobilier).

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années (équipe secteur immobilier).

Une preuve d'assurance pour les risques professionnels.

Les déclarations énumérées ci-avant (documents relatifs à la candidature) seront fournies par le candidat soit sur papier libre, soit en remplissant les formulaires suivants, en les complétant en tant que besoin compte tenu des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur:

La lettre de candidature (formulaire DC1).

La déclaration du candidat (formulaire DC2).

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement en téléchargement à l'adresse internet suivante:

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

La référence à ces formulaires n'a pas pour effet de soumettre la présente consultation aux dispositions du Code des marchés publics.

Si des pièces constitutives de la candidature ne sont pas rédigées en langue française, il est exigé que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Précisions sur les candidatures:

Les candidats ayant fait l'objet d'une des interdictions de soumissionner prévues à l'article 8 de l'ordonnance n°2005-649 du 6.6.2005 et les candidats qui n'auront pas produit l'ensemble des pièces demandées à l'appui de leur candidature, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article 23 du décret n°2005-1742 du 30.12.2005 ne seront pas admis à la suite de la procédure de passation du marché.

L'offre du candidat pourra être librement éliminée du présent appel d'offres si, au cours des 12 derniers mois, elle a fait l'objet de contentieux techniques, administratifs ou judiciaires, actés (mail, courrier RAR, note d'évaluation fournisseurs inférieure à 4/10).

Pour justifier de ses capacités professionnelles et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles et financières, d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (sous-traitants par exemple). Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. En outre, le candidat doit produire les mêmes documents et renseignements concernant ces opérateurs que ceux qui sont exigés de lui (documents énumérés dans le tableau ci-avant).

En cas de groupement d'entreprises (conjoint ou solidaire), l'appréciation de ces capacités professionnelles et financières sera globale; il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences professionnelles et financières requises pour l'exécution du marché.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies: le chiffre d'affaires sur les 3 dernières années.

Une liste de références pour les trois dernières années en rapport avec les prestations du marché objet de la présente consultation (secteur immobilier).

Minimum level(s) of standards possibly required: Un chiffre d'affaire sur les 3 dernières années qui ne soit pas inférieur au double du prix du marché.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années (équipe secteur immobilier).

Minimum level(s) of standards possibly required:

Une preuve d'assurance pour les risques professionnels.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: yes

Reference to the relevant law, regulation or administrative provision: La prestation objet de la consultation est encadrée par les règles de la profession de commissaire aux comptes fixées aux articles L.822-1 du code de commerce.

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: yes

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Compétences générales du titulaire. Weighting 30
2. Compétences particulières pour la mission. Weighting 45
3. Prix. Weighting 25

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

AO CAC 2015

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

18.5.2015 - 15:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 180 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Persons authorised to be present at the opening of tenders: no

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

I. Obtention du DCE:

Les candidats peuvent retirer le dossier de la consultation sur le site internet suivant: www.marches-securises.fr après inscription gratuite (si cela n'a jamais été fait), vous utiliserez votre identifiant et mot de passe personnel (créés lors de votre inscription) pour entrer sur le site. une fois sur le site, vous utiliserez l'identifiant DCE suivant:

NLP_13_20150330W2_01 pour accéder au dossier de consultation.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le GIE PACA Corse, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants (à adapter, s'il y a lieu):

Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple).

Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader).

- .doc ou .xls ou .ppt en version 2000-2003 (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargeables gratuitement sur internet.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Il est recommandé au candidat de renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine et pérenne une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait commis dans la saisie de son adresse électronique, si l'adresse électronique n'est pas valide (classement des courriels du pouvoir adjudicateur en Spam), ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

A défaut de communiquer son adresse mail, ou si celle-ci n'est pas valide comme susvisé, le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées sur la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation.

II. Précisions sur les critères de sélection:

Les candidats ont informés que les critères de sélection des offres se décomposent avec les sous critères suivants:

Compétences générales du titulaire (30 %).

Modalités d'appréhension du secteur d'activité du logement social: 10 %.

Participations à des instances professionnelles ou groupes de travail (fédération ESH,...): 5 %.

Connaissance du Groupe CDC et du Groupe SNI: 10 %.

Modalités de fonctionnement avec un CAC pivot Groupe: 5 %.

Compétences particulières pour la mission (45 %).

Adéquation des plannings d'intervention avec le planning du groupe SNI: 5 %.

Compétences des équipes (CV et participation dans des instances professionnelles): 10 %.

Méthodologie de contrôle (moyens informatiques, contrôle interne, audit informatique): 30 %.

Prix (25 %).

Prix global de l'offre: 20 %.

Cohérence du prix globale par rapport au nombre d'heures: 5 %.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de grande instance de Marseille

Postal address: 6 rue Joseph Autran

Town: Marseille

Postal code: 13006

Country: France

Telephone: +33 491155050

Fax: +33 491544290

Internet address: <http://www.justice-gouv.fr/>

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal de grande instance de Marseille

Postal address: 6 rue Joseph Autran

Town: Marseille

Postal code: 13006

Country: France

Telephone: +33 491155050

Fax: +33 491544290

Internet address: <http://www.justice-gouv.fr/>

VI.5. Date of dispatch of this notice

30.3.2015